

RISQUES TECHNIQUES

EnR – Méthanisation / Cogénération



VOUS ÊTES INVITÉ A RÉPONDRE A L'ENSEMBLE DES QUESTIONS AFIN QUE VOTRE DEMANDE PUISSE ÊTRE TRAITÉE.

COURTIER

Nom du Cabinet :

Nom et prénom du représentant :

E-mail :

Téléphone :

Adresse :

N° :

Type de voie :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Code ORIAS :

PROPOSANT (sera le Preneur d'Assurance si le contrat est souscrit)

Raison sociale (fournir un extrait Kbis) :

Forme juridique :

Nom et prénom du représentant :

Siège social :

N° :

Type de voie :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Code NAF :

Siret :

Activités exercées :

Date de création de l'entreprise :

Date de clôture de l'exercice social :

Chiffre d'affaires :

Effectif :

CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

Affaire Nouvelle ☐

Remplacement ☐

Date d'effet souhaitée :

Échéance annuelle :

Fractionnement : Annuel ☐

Semestriel ☐

SITUATION DU RISQUE

N° : Type de voie : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Niveau (RDC, sous-sol, entresol, 1^{er}...) : Superficie des locaux : m²

Zone géographique du risque : ☐ ville ☐ montagne
 ☐ agricole ☐ autres :

☐ En site isolé : coordonnées GPS :

ANTÉCÉDENTS DU RISQUE

Le Proposant ou l'Assuré ou le Bénéficiaire :

A-t-il été, au cours des 3 dernières années, en liquidation ou en redressement judiciaire ? OUI ☐ NON ☐

Si oui, quelle est à ce jour l'évolution de sa situation ? (rachat, plan de continuation...) :

A-t-il été assuré pour ce risque ? OUI ☐ NON ☐

Si oui, par quel assureur ?

N° de contrat :

A-t-il déclaré des sinistres au cours des 3 dernières années ? OUI ☐ NON ☐

Si oui, nous en préciser le nombre de sinistres, leur nature, les circonstances, la date et le coût prévisionnel et/ou indemnisé :

Ces sinistres ont-ils entraîné la résiliation du contrat ? OUI ☐ NON ☐

Si non, motif du changement d'assureur :

Des mesures ont-elles été prises pour éviter le renouvellement de sinistres de même nature ?

OUI ☐ NON ☐

Si oui, lesquelles :

Catastrophes naturelles :

Sinistres déclarés au cours des 10 dernières années : OUI ☐ NON ☐

Si oui, indiquer la date, nature et coût des sinistres :

Le Proposant certifie que les biens sont en parfait état d'entretien et de fonctionnement, qu'ils ont subi les essais de réception et qu'à sa connaissance ils ne recèlent ni vice, ni défaut.

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Digesteurs, cuves, prémélangeurs, etc. :

	Nature	Volume	Matériaux
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

Quelle est la puissance de l'installation (kw/h ou Nm³/h) :

Quel est le type du moteur de cogénération :

Quelle utilisation est faite des digestats :

Types et quantités de déchets injectés en tonnes / jour :

☐ DOMMAGES AUX BIENS ENTREPRISES

Renonciation à recours

Proposant locataire : a-t-il renoncé à recours contre le propriétaire ?

OUI ☐ NON ☐ Réciproque ☐

Proposant locataire : assurance pour le compte du propriétaire ?

OUI ☐ NON ☐

Proposant propriétaire : a-t-il renoncé à recours contre le(s) locataire(s) ?

OUI ☐ NON ☐ Réciproque ☐

Autres renonciations à recours :

Expertise préalable :

OUI ☐ NON ☐

(si oui, la fournir)

INCENDIE - DÉGÂTS DES EAUX - RISQUES ANNEXES

Bâtiment N°	Affectation des bâtiments (description détaillée)	Superficie (m²)	Année de construction

Éléments de construction	Nature des matériaux		
	Bâtiment N°	Bâtiment N°	Bâtiment N°
Ossature			
Murs Extérieurs			
Couverture			

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

- Contrôle annuel par un vérificateur agréé CNPP ? OUI ☐ NON ☐
Si oui, joindre le certificat Q18
- Contrôle thermographique infrarouge par un opérateur titulaire du certificat d'aptitude du CNPP ? OUI ☐ NON ☐
Si oui, joindre le certificat Q19

PROTECTION / PRÉVENTION

- Extincteurs mobiles OUI ☐ NON ☐
- Robinetts d'Incendie Armés OUI ☐ NON ☐
- Détection Automatique Incendie OUI ☐ NON ☐
- Autres moyens de protection et prévention (extinction automatique ponctuelle, abonnement prévention conseil...) :

Moyens de secours extérieurs, bouches ou poteaux d'incendie, caserne des pompiers (distances et délais d'intervention) :

Prévention :

- un plan des actions de prévention a-t-il été établi ? OUI ☐ NON ☐
- existe-t-il une procédure de suivi des actions ? OUI ☐ NON ☐

Pour la partie Cogénération ☐ et/ou Injection de gaz ☐

Existe-t-il un système de traitement des siloxanes avant le moteur de cogénération : OUI ☐ NON ☐

Si oui, indiquer lequel :

Existe-t-il un système de traitement du H₂S avant le moteur de cogénération : OUI ☐ NON ☐

Si oui, indiquer lequel :

Le réseau d'épuration avant injection du Gaz a été installé par :
La logette d'injection en réseau a-t-elle été installée par GRDF ? OUI ☐ NON ☐

Pour la partie process :

L'installation dispose-t-elle d'un contrat de maintenance : OUI ☐ NON ☐

Si oui, indiquer les prestations réalisées et joindre une copie du contrat :

Existe-t-il une procédure de validation des intrants : OUI ☐ NON ☐

Existe-t-il une télésurveillance des paramètres sensibles
(température, pression, teneur en CH₄, teneur en H₂S, etc.) : OUI ☐ NON ☐

Avec un suivi de production : OUI ☐ NON ☐

Avec report d'alarmes : OUI ☐ NON ☐

Indiquer les paramètres télésurveillés et le délai d'intervention :

Les biens sont-ils périodiquement révisés ? OUI ☐ NON ☐

Par qui (ingénieur, mécanicien, contremaître) ?

Existe-t-il un contrat d'entretien sur les biens à assurer ?
(dans ce cas, nous fournir le contrat de maintenance) OUI ☐ NON ☐

Existe-t-il une garantie du constructeur ? OUI ☐ NON ☐

Pour les garanties vol/vandalisme :

Moyens de fermeture et de protections mécaniques (portes, devanture, fenêtres et autres ouvertures) :

Installation d'alarme OUI ☐ NON ☐

Installateur qualifié A.P.S.A.D. OUI ☐ NON ☐

Nom de la Société de télésurveillance :

Intervention sur site OUI ☐ NON ☐

Gardiennage OUI ☐ NON ☐

Nature :

CAPITAUX

Coût total de l'investissement en EUR HT (1) :

(1) selon régime fiscal du Proposant

Répartition des capitaux en EUR HT (ou à défaut en %) des principaux éléments :

Matériel	Bâtiment	Génie Civil
EUR HT	EUR HT	EUR HT

Pour la partie méthanisation (production de biogaz) :

Moteur de cogénération	EUR HT
Système de purification du gaz	EUR HT
Canalisations	EUR HT
Fosses, fermenteurs, digesteurs, liners et bâches associées	EUR HT
Ouvrages d'assainissement	EUR HT
Ouvrages de soutènement et de retenue de massifs, remblais, fondations, ouvrage de drainage et d'assèchement des sols	EUR HT
Lignes aériennes extérieures	EUR HT
Autres	EUR HT

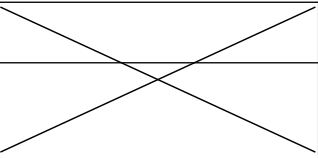
Pour les intrants :

Nature	Quantité	Montant
		EUR HT
		EUR HT

Autres activités :

Éléments financiers	Cocher si oui	CA annuel en EUR HT	Taux de marge brute
Vente d'électricité	☐		
Vente de chaleur	☐		
Surcoût thermique si non production de chaleur	☐		
Vente ou cession de digestat (engrais)	☐		
Vente de méthane à GRDF	☐		
Redevances (CA Traitement des déchets)	☐		
Épandage	☐		
Autres :			

MONTANT DES GARANTIES SOUHAITÉES

Biens et responsabilités	Capitaux
Bâtiments	
Mobilier, matériel	
Marchandises	
Matériel, marchandises en tous lieux	
Dommages électriques	
Assurance dépositaire matériel marchandises	
Frais et pertes	
Recours des voisins et des tiers	
Valeur à neuf sur : ☐ Bâtiments ☐ Matériel	
Pertes indirectes sur justificatifs : %	
sur : ☐ Bâtiments ☐ Matériel ☐ Marchandises	
Honoraires d'experts	
Garantie des investissements	

PERTES D'EXPLOITATION

(Fournir le tableau de votre compte d'exploitation prévisionnel ou de votre compte d'exploitation sur les 3 dernières années)

Chiffre d'affaires annuel total : EUR **ou** Marge brute annuelle : EUR
Période d'indemnisation en mois (ne peut être inférieure à 12 mois) : MOIS
Frais supplémentaires additionnels : EUR
Carence de fournisseurs : EUR
Pénalités de retard : EUR
Honoraires d'experts OUI ☐ NON ☐

RESPONSABILITÉ CIVILE

RESPONSABILITÉ CIVILE EXPLOITATION (incluse)

RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS TRAVAUX OU LIVRAISON (en option) OUI ☐ NON ☐

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET/OU COMMERCIALES

Régime ICPE (Installation classée pour la Protection de l'Environnement) :

Si l'installation est soumise à : ☐ Enregistrement ☐ Autorisation
alors complétez le Formulaire de Déclaration des Risques Environnementaux

Si l'installation est soumise à : ☐ Déclaration ou ☐ Non classée
alors répondez aux questions ci-dessous :

Produits dangereux et/ou polluants utilisés ou entreposés OUI ☐ NON ☐

Si OUI, nature et quantité du produit (joindre la liste des produits) :

Stockages aériens OUI ☐ NON ☐

Si OUI, nature et quantité du produit (joindre la liste des produits) :

Stockages enterrés OUI ☐ NON ☐

Si OUI, nature et quantité du produit (joindre la liste des produits) :

Aires de dépotage OUI ☐ NON ☐

Aires/locaux de stockage de substances dangereuses en petit conditionnement OUI ☐ NON ☐

Production de déchets solides, liquides ou gazeux OUI ☐ NON ☐

Si OUI, émission :

Mode d'évacuation :

Aménagements spéciaux et mesures de prévention :

Inventaire des déchets ? OUI ☐ NON ☐

Voisinage industriel ou agricole dangereux et/ou vulnérable ? OUI ☐ NON ☐

Si OUI, précisez :

Pression écologique particulière ?

Aucune ☐ intermittente ☐ peu active ☐
active actuellement ☐ fortement active ☐

Nous vous remercions du soin apporté à remplir ce formulaire, et à le compléter suivant vos propres besoins.

Les informations à caractère personnel recueillies par ALBINGIA sont indispensables à la gestion de votre demande. Ces informations ont également pour finalité la passation, la gestion (y compris commerciale) et l'exécution des contrats d'assurance souscrits.

L'ensemble des réponses aux questions sont obligatoires ; à défaut de réponse à l'une d'entre elles, votre demande pourrait ne pas être traitée.

Toute opération relative aux données à caractère personnel est soumise aux dispositions du règlement européen 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel.

Nous vous informons que les données recueillies pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus aux entités composant la compagnie ALBINGIA en France ainsi que, si nécessaire, à ses intermédiaires et réassureurs, sous-traitants et prestataires, dans le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel, et dans la limite nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Par ailleurs, vous êtes informé qu'en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, ALBINGIA peut être amené à communiquer des informations à des autorités administratives ou judiciaires habilitées.

En application de la réglementation et en particulier du Règlement européen 2016/679, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation des informations qui vous concernent, en justifiant de votre identité en écrivant à l'adresse suivante : ALBINGIA – Délégué à la protection des données (DPD) - 109/111 rue Victor Hugo, 92300 LEVALLOIS PERRET - par mail : dpd@albingia.fr

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Les données vous concernant seront conservées pendant une durée de 3 (TROIS) ans à compter de la collecte ou du dernier contact en l'absence de conclusion d'un contrat.

En cas de contestation, vous disposez du droit de saisir la Commission Nationale Informatique et Libertés. En cas de décès, et en l'absence de directives de votre part, vous êtes informé que vos héritiers disposent d'un droit de s'opposer à la poursuite des traitements de vos données ou faire procéder à leur mise à jour.

Vous certifiez exactes les déclarations de la présente proposition qui pourront constituer la base d'un contrat d'assurance et reconnaissez avoir pris connaissance du texte des articles L.113.8 et L.113.9 du Code des Assurances repris ci-après.

Vous vous engagez à nous déclarer tout élément susceptible de modifier notre appréciation du risque et qui surviendrait postérieurement à la remise de la présente proposition, notamment tout événement susceptible de mettre en jeu les garanties de l'éventuel contrat.

Fait à

Le

**Faites précéder la signature de « Lu et Approuvé »
et apposer le cachet du proposant**

Extraits du Code des Assurances

Article L. 113.8

Indépendamment des causes ordinaires de nullité et sous réserve des dispositions de l'Article L.132.26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'Assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'Assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'Assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L.113.9

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'Assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'Assureur a le droit de maintenir le contrat, moyennant soit une augmentation de prime acceptée par l'Assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'Assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

PARTIE RÉSERVÉE A L'INTERMÉDIAIRE

Connaissez-vous personnellement le proposant ?

OUI ☐ NON ☐

Si oui, depuis combien de temps ?

Fait à

Le

SIGNATURE DU COURTIER, APORTEUR DE L'AFFAIRE